

1982, chapitre 117

## LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE DE SAINT-HYACINTHE

---

### **Projet de loi n° 276**

présenté par M. Maurice Dupré

Première lecture le 14 décembre 1982

Deuxième lecture le 17 décembre 1982

Troisième lecture le 17 décembre 1982

**Sanctionné le 18 décembre 1982**

---

**Entrée en vigueur: le 18 décembre 1982**

---

**Loi modifiée:** Aucune





## CHAPITRE 117

### Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe

[Sanctionnée le 18 décembre 1982]

Préambule. ATTENDU que la ville de Saint-Hyacinthe a intérêt à ce que sa charte soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q., c.  
C-19, a.  
356, mod.  
pour la  
ville.

**1.** L'article 356 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour la ville, par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis de  
motion et  
lecture.

« **356.** Tout règlement doit, sous peine de nullité, être précédé d'un avis de motion donné en séance du conseil et être lu lors d'un ajournement ou d'une séance tenue à un jour ultérieur. Un délai de deux jours francs doit s'écouler entre la date de la présentation de l'avis de motion et celle de l'adoption du règlement par le conseil. ».

L.R.Q., c.  
C-19, a.  
460, mod.  
pour la  
ville.

**2.** L'article 460 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 23°, des suivants:

Boutique  
érotique;

« 24° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

Salon de  
massage.

« 25° Pour réglementer les salons de massage. ».

L.R.Q., c.  
C-19, a.  
463, mod.  
pour la  
ville.  
Dépotoir.

**3.** L'article 463 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant:

« 5° Pour réglementer les dépotoirs dans la ville.

« dépotoir ».

Aux fins du présent paragraphe, le mot « dépotoir » désigne tout endroit où des objets de rebut sont déposés ou accumulés; ce mot comprend notamment un cimetière d'automobiles.

Personnes  
passibles  
de peines.

Lorsqu'une infraction à un tel règlement est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines qui y sont prévues:

- a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;
- b) les propriétaires des véhicules qui y sont déposés.

Enlève-  
ment des  
rebut.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les objets de rebut ou les véhicules dans le dépotoir qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés, dans un délai de huit jours à compter de la sentence, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant du terrain, ou par les propriétaires des véhicules, et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les objets de rebut ou véhicules soient enlevés par la ville aux frais de cette ou de ces personnes. ».

L.R.Q., c.  
C-19, a.  
536, mod.  
pour la  
ville.

Augmenta-  
tion de  
l'enchère.

**4.** L'article 536 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

« Toutefois, la municipalité peut, avec l'autorisation préalable de la Commission municipale du Québec, porter son enchère jusqu'au montant de l'évaluation municipale. ».

Réserve  
foncière ou  
d'habita-  
tion.

**5.** La ville de Saint-Hyacinthe est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

Territoire.

La ville peut exercer le pouvoir prévu au premier alinéa à l'intérieur de son territoire.

Réserve.

Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

Immeubles  
pour fins  
industriel-  
les.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

Pouvoirs.

**6.** La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu de l'article 5. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation, et autres fins accessoires.

Pouvoirs.

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

Approba-  
tion.

Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné y compris celles encourues pour la restauration, la démolition et la construction, le cas échéant.

Aliénation  
à titre  
gratuit.

La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire ou de son office municipal d'habitation, ou un autre organisme à buts non lucratifs; dans ce dernier cas, l'autorisation de la Commission municipale du Québec est requise.

Immeubles  
pour fins  
commer-  
ciales.

**7.** La ville est également autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles décrits à l'annexe et à les aliéner pour des fins commerciales.

Approba-  
tion.

Cette aliénation est faite aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné.

Vente au  
prix  
approuvé  
par la  
C.M.Q.

**8.** La ville peut, par résolution, vendre au prix approuvé par la Commission municipale du Québec, à la corporation constituée en vertu de l'article 10, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu de l'article 5 ou qu'elle possède déjà.

Règlement  
d'emprunt.

**9.** La ville peut emprunter, par règlement approuvé de la même manière qu'un règlement d'emprunt selon la loi qui régit la municipalité, les sommes nécessaires pour l'exercice des pouvoirs mentionnés aux articles 5, 6 et 7 et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation constituée en vertu de l'article 10.

Corpora-  
tion sans  
but  
lucratif.

**10.** Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées par l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) et l'exercice des autres pouvoirs que les articles 5, 6, 7 et 8 confèrent à la ville.

Contenu  
des lettres  
patentes.

**11.** Les lettres patentes doivent mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs.

Avis.

**12.** Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Lettres  
patentes  
supplémen-  
taires.

**13.** À la requête de la corporation constituée en vertu de l'article 10, le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires dans le but de modifier le contenu des lettres patentes

visées à l'article 11. Un avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Mandataire.

**14.** Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau du Québec, est un mandataire de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21).

Effet d'exception.

**15.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en vigueur.

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## ANNEXE

Les immeubles compris dans le quadrilatère délimité comme suit: à l'est, par l'avenue Saint-Simon; au sud, par la rue Saint-Antoine; à l'ouest, par l'avenue De l'Hôtel-Dieu; au nord, par la rue Des Cascades.